

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine

Unité Territoriale des Pyrénées-Atlantiques

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 8378/2016/04

fixant des prescriptions complémentaires
à la société OP Systèmes pour l'exploitation d'une unité de traitement de résidus soufrés et d'une unité de
valorisation énergétique de déchets dite Pyroal,
sur le lotissement Induslacq

le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment les titres II et IV du Livre I^{er}, les titres I et II du Livre II, les titres I, IV et VII du Livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/IC/01 du 6 janvier 2009 autorisant la société OP Systèmes à exploiter une unité de traitement de résidus soufrés sur le territoire de la commune de Lacq

Vu l'arrêté préfectoral n°8378/2012/074 du 9 janvier 2013 prescrivant les modalités de contrôle et d'analyse du désulfogypse en vue de sa valorisation

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau – Adour-Garonne (SDAGE) approuvé par arrêté préfectoral du 1er décembre 2009 ;

Vu la demande de révision des prescriptions de l'arrêté n° 09/IC/01 du 6 janvier 2009 effectuée par OP Systèmes le 5 décembre 2014 et la demande du 22/01/2016 concernant la modification de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°8378/2012/074 du 9 janvier 2013 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 1^{er} février 2016;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le 18 février 2016 ;

CONSIDÉRANT d'une part que les activités de la société OP Systèmes sont basées sur la désulfuration d'effluents gazeux ou de résidus solides plutôt que sur de l'incinération de déchets ménagers ou industriels, et d'autre part qu'elles permettent de réduire significativement les émissions de dioxyde de soufre liées aux activités d'Arkema et de Sobegi ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux conditions d'exploitation des installations et aux valeurs limites d'émission telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en particulier pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société OP Systèmes, dont le siège social est situé Lotissement Induslacq, BP 22, 64170 LACQ, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations implantées sur le lotissement Induslacq sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Le tableau de classement d'OP Systèmes est modifié comme suit :

<i>Rubrique</i>	<i>Nature de l'activité</i>	<i>Capacité totale des installations</i>	<i>Régime de classement</i>
2770	<p><i>Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793.</i></p> <p><i>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</i></p> <p><i>b. La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances</i></p>	<p><i>Valorisation énergétique de déchets industriels provenant du traitement mécanique de déchets contenant ou non des substances dangereuses : 4000 t par an</i></p>	Autorisation
2771	<p><i>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux</i></p>	<p><i>Unité Pyroal 7000 tonnes /an</i></p> <p><i>Unité de valorisation de résidus soufrés : déchets solides : 12 500 t/an effluents gazeux : 1100 kg/h de Gaz de torche et 2600 Nm³/h de flux UTG</i></p>	Autorisation
3510	<p><i>Élimination ou valorisation de déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour</i></p>	<p><i>Unité de valorisation de résidus soufrés : déchets solides : 12 500 t/an effluents gazeux : 1100 Nm³/h de Gaz de torche et 2600Nm³/h de flux UTG</i></p>	Autorisation

Article 3 : Caractéristiques de l'unité de traitement de l'unité résidus soufrés

Les caractéristiques de l'unité sont regroupées dans le tableau ci-après :

Puissance thermique nominale de l'installation	12 000 kW
Capacité horaire de traitement de déchets solides	2 t/h
Capacité horaire de traitement de déchets gazeux	1 000 Nm ³ /h
Capacité annuelle de traitement de déchets solides	12 500 t
Capacité annuelle de traitement de déchets gazeux	5 0 000 000 Nm ³
Débit de vapeur correspondant	15 t/h
Pouvoir calorifique des déchets solides	10,5 MJ/kg
Pouvoir calorifique des déchets gazeux	25 à 40 MJ/Nm ³
Capacité d'entreposage des déchets	Aucun stockage dans l'unité

Article 4 : Modifications apportées aux valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Les valeurs limites d'émission définies à l'article 3.7 sont modifiées comme suit :

Paramètre	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/m ³	20 mg/m ³
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/m ³	4 mg/m ³

	Paramètre	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure
Unité PYROAL	Poussières totales	3 mg/m ³	5 mg/m ³
Unité de traitement de résidus soufrés		10 mg/m ³	30 mg/m ³
Unité PYROAL	Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m ³	60 mg/m ³
Unité de traitement de résidus soufrés		5 mg/m ³	50 mg/m ³
Unité PYROAL	Dioxyde de soufre (SO ₂)	5 mg/m ³	20 mg/m ³
Unité de traitement de résidus soufrés		50 mg/m ³	200 mg/m ³
Unité PYROAL	Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	200 mg/m ³	250 mg/m ³
Unité de traitement de résidus soufrés		75 mg/m ³	150 mg/m ³

Paramètre	Valeur
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,005 mg/m ³
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/m ³
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 mg/m ³
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 mg/m ³

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Paramètre	Valeur
Dioxines et furannes	0,1 ng/m ³

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes.

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Article 5 : Modifications apportées aux valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Unité PYROAL	Unité de traitement des résidus soufrés	
		phase résidus solides et gazeux	phase résidus gazeux
CO ₂	7 300 t/an	52 000 t/an	52 000 t/an
CO	1 980 kg/an	9 038 kg/an	5 100 kg/an
Poussières totales	118,8 kg/an	600 kg/an	600 kg/an
COT	396 kg/an	1 810 kg/an	1 020 kg/an

HCl	396 kg/an	500 kg/an	500 kg/an
HF	3,96 kg/an	50 kg/an	50 kg/an
SO ₂	198 kg/an	6 326 kg/an	6 326 kg/an
NO et NO ₂	7 920 kg/an	13 556 kg/an	7 650 kg/an
Cd	0,02 kg/an	0,25 kg/an	0,25 kg/an
Cd + Tl	1,98 kg/an	1 kg/an	1 kg/an
Hg	1,98 kg/an	9 kg/an	9 kg/an
Total des métaux	19,8 kg/an	90 kg/an	90 kg/an
Dioxines et furannes	4 mg/an	0,02 g/an	0,02 g/an

Article 6 : Modifications apportées aux conditions d'évacuation et aux valeurs limites d'émission des eaux

1 - Définition des rejets :

Eaux pluviales non polluées

Les eaux de toitures (effluent n° 1) sont considérées comme telles et rejoignent le réseau "eaux pluviales" du lotissement.

Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux de ruissellement de voiries (effluent n° 2) sont constituées de deux flux :

- une première partie se forme avec les eaux de ruissellement de voiries de l'axe de circulation central, et transite par un déboureur-déshuileur avant d'être évacuée via le réseau "eaux pluviales" du lotissement ;
- une deuxième partie est constituée des eaux de ruissellement du module de traitement des fumées et du module gypse de l'unité résidus soufrés. Ces eaux transigent par un décanteur, puis par un séparateur d'hydrocarbures, avant de rejoindre l'effluent 3 dans un regard de collecte des eaux pluviales.

Eaux industrielles

Les purges de déconcentration des chaudières (effluent n° 3) sont refroidies puis neutralisées avant d'être évacuées via le réseau "eaux pluviales" du lotissement.

Les eaux de purge du bac de vitrifiat (effluent n° 4) transigent par une fosse pour permettre une baisse de la température et rejoignent le réseau "eaux pluviales" du lotissement.

Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement sont autant que possible recyclées.

Eaux domestiques

Les eaux sanitaires usées sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

2 - Valeurs limites de rejet

Afin de garantir un traitement adapté des eaux rejetées dans le réseau d'eaux pluviales, notamment en ce qui concerne les matières en suspension, l'exploitant établira une convention de rejet avec le gestionnaire du réseau de collecte dans l'année qui suit la signature du présent arrêté.

Tous les effluents énumérés à l'article précédent doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes :

Substance	Concentration (en mg/l)
MES	30
DCO	125
DBO ₅	30
Hydrocarbures totaux	5

Les effluents doivent, en outre, respecter les prescriptions suivantes :

- température < 30°C ;
- 5,5 < pH < 8,5.

Avant mélange de la deuxième partie de l'effluent 2 et de l'effluent 3 dans le regard de collecte, les paramètres mesurés sur l'effluent 3 (10 m³/j) doivent être inférieurs aux valeurs ci-après :

Paramètre	Concentration	1Flux (en g/j)
Total des solides en suspension (MES)	30 mg/l	300
Carbone organique total (COT)	40 mg/l	400
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l	1250
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03 mg/l	0,3
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,05 mg/l	0,5
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/l	0,5
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,1 mg/l	1
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	0,2 mg/l	2
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	0,5 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 0,1 mg/l)	5 (Cr ⁶⁺ : 1)
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0,5 mg/l	5
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0,5 mg/l	5
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1,5 mg/l	15
Fluorures	15 mg/l	150
CN libres	0,1 mg/l	1
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	50
AOX	2 mg/l	20
Azote	30 mg/l	300
Phosphore	10 mg/l	100
Sulfates	2000 mg/l	20 kg/j
Dioxines et furannes	0,3 ng/l	3 µg/j

Les prescriptions relatives aux valeurs limites de rejet de l'effluent 4 sont inchangées.

Article 7 : Fréquences des analyses

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées mensuellement sur un échantillon prélevé en moyen 24h représentatif des effluents 2 et 3 regroupés avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la plate-forme, sous sa responsabilité et à ses frais. Les paramètres à analyser sont : DCO, MES, hydrocarbures totaux et DBO₅.

Des analyses semestrielles portant sur l'ensemble des substances visées à l'article précédent sont pratiquées sur l'effluent 3 avant refroidissement des eaux de purge.

Le débit, la température et le pH sont mesurés en continu sur l'effluent 3.

Article 8 : Nature des déchets admis pour traitement

Les déchets susceptibles d'être admis sont :

Code déchets*	Dénomination des déchets	Origine	Quantité
19 12 11*	Autres déchets en mélange provenant du traitement mécanique de déchets contenant des substances dangereuses	Divers fournisseurs du département et conformément au plan départemental d'élimination des déchets	4 000 t/an de déchets dangereux et 7000 t/an de déchets non-dangereux
19 12 12	Autres déchets en mélange provenant du traitement mécanique de déchets autres que ceux visés par la rubrique 19 12 11 (ne contenant pas de substances dangereuses)		
19 13 01*	Déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses	Déchets soufrés provenant du	12 500 t/an de déchets solides

05 07 02	Déchets provenant de la purification du gaz naturel contenant du soufre	lotissement Induslacq	
06 06 02*	Déchets contenant des sulfures dangereux		

* selon la nomenclature annexée au décret n°2002-540 du 18 Avril 2002

L'admission de tout nouveau déchet fait l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Article 9 : Déchets traités ou éliminés au sein de la plate-forme Induslacq

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Les résidus solides désulfurés de l'unité de traitement de résidus soufrés peuvent être valorisés au sein du lotissement Induslacq dans le cadre d'un plan de gestion approuvé par le Préfet.

Article 10 : Nature des déchets produits

Code déchets *	Type de déchets	Quantité annuelle maximale produite	Filières de traitement
19 04 01	Vitrifiats	570 tonnes (dont 300 t provenant de la désulfuration)	Mise en décharge Valorisation
19 01 07*	Épuration des fumées Unité PYROAL	75 tonnes	Traitement pour recyclage par fournisseur ou vitrification
19 01 13*	Cendres sous cyclone	faible	Mise en décharge ou vitrification
19 13 01*	Résidus solides désulfurés	3 500 tonnes	Utilisation sur la plate-forme (remblais)
10 01 05	Gypse Épuration des fumées Unité de traitement des résidus soufrés	40 000 tonnes 5 500 tonnes à compter de la fin du traitement des terres soufrées	Valorisation en fabrication de plâtre ou en cimenterie
19 01 99	Réfractaires usés	faible	Mise en décharge
15 01 03	Palettes bois	faible	Valorisation
10 13 13	Boues du décanteur	faible	Élimination par entreprise spécialisée
13 05 02	Curage des débourbeurs-déshuileurs	faible	Élimination par entreprise spécialisée
13 08 99*	Huiles usagées	faible	Élimination par entreprise spécialisée
15 01 01	Déchets d'emballage non souillés	faible	Élimination par entreprise spécialisée
15 02 02*	Absorbants, chiffons et vêtements contaminés par des substances dangereuses	faible	Élimination par entreprise spécialisée
16 01 17	Métaux ferreux	faible	Élimination par entreprise spécialisée
16 01 18	Métaux non ferreux	faible	Élimination par entreprise spécialisée
20 03 01	Ordures ménagères	faible	Gestion plate-forme

Article 11 : Modification du programme de surveillance du gypse produit sur l'unité résidus soufrés

Des analyses trimestrielles seront pratiquées sur les lots de gypse produits afin de confirmer sa non-dangerosité. Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : sels solubles (MgO, Na₂O, K₂O), les impuretés (sulfites), les métaux (As, Cd, Cr, Cu, Pb, Mn, Hg, Ni, V, Zn).

Le gypse produit sur l'unité demeure suivi et tracé comme un déchet. Dans un délai d'un an, l'exploitant élabore un programme de surveillance destiné à garantir la non-dangerosité du désulfogypse produit. Ce programme comprend à minima une surveillance analytique de la qualité des intrants (terres soufrées et gaz de torche). Ce programme démontre que la maîtrise de la qualité des intrants est suffisante pour garantir que les lots de désulfogypse ainsi produits satisfont aux critères de non dangerosité. Une synthèse de ce programme d'étude sera adressée à l'inspection des installations classées.

Article 12 Abrogation des dispositions antérieures

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent celles des articles 3.7.3, 3.7.4, 3.7.5, 3.8, 4.4, 4.6.1, 4.6.2, 5.1, 6.1.5, 6.1.7 et 11.6.4 - alinea 1 de l'arrêté préfectoral n°09/IC/01 du 06 janvier 2009 réglementant les activités d'OP Systèmes sur la commune de Lacq et celles de l'article 1 de l'arrêté N°8378/2012/074 du 9 janvier 2013 concernant les modalités de suivi de la qualité du désulfogypse.

Article 13 : Réexamen des conditions de fonctionnement

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3510 (BREF incinération de déchets).

Article 14 : Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, ce délai est de 4 ans à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Article 15 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Lacq.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 17 :

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition.

Article 18 : Ampliation et exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Maire de Lacq,

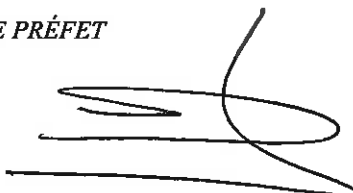
La Directrice Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement

Les inspecteurs de l'Environnement placés sous son autorité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le directeur de la société OP Systèmes.

Fait à PAU, le 02 MARS 2016

LE PRÉFET



Pierre-André DURAND

